



CONVOCAATION

à la séance du Conseil général

de lundi 9 mars 2009, à 19h30 à l'Hôtel de Ville

ONZIEME SEANCE

Nomination

09-108

Nomination d'un membre au sein de la Commission spéciale des énergies, en remplacement de M. Matthieu Béguelin (soc), démissionnaire.

Rapports du Conseil communal

09-003

Rapport du Conseil communal, concernant une demande de crédit pour des aménagements simples et réversibles en attendant la concrétisation d'un projet sur les Jeunes-Rives.

09-004

Rapport du Conseil communal, concernant la donation à la Ville de Neuchâtel du Fonds Suchard.

Autres objets

07-403

Proposition (dont l'urgence est demandée) des groupes radical et libéral, par Mmes et MM. Blaise Péquignot, Daniel Domjan, Alain Becker, Fabienne Spichiger, Jonas de Pury, Amelie Blohm Gueissaz, Jean Dessoulavy, Jean-Charles Authier, José Caperos, Gérald Comtesse et Philippe Etienne, au sens de l'article 32 du Règlement général, concernant la maîtrise des finances communales (équilibre budgétaire) (Déposée le 3 décembre 2007) (**Le renvoi en commission financière a été voté le 4 février 2008**).

«Projet

**Arrêté
concernant la maîtrise
des finances communales de la Ville de Neuchâtel
(Du ...)**

Le Conseil général de la Ville de Neuchâtel,

Sur proposition de plusieurs de ses membres,

arrête:

Article premier.- En redéfinissant les missions des services de l'administration communale et en prenant des mesures structurelles, le Conseil communal présente pour les années 2009 à 2011 un budget à tout le moins équilibré.

Art. 2. - Tout budget dérogeant exceptionnellement à l'article premier devra être accepté à la majorité des deux tiers des membres présents du Conseil général.

Art. 3. - Pour l'exercice 2012, le budget devra également être équilibré, à moins que la fortune nette de la Commune n'ait atteint le montant de 40 millions de francs au minimum.

Art. 4. - Toute modification ou abrogation du présent arrêté ne pourra intervenir que moyennant une décision prise à la majorité des deux tiers des membres présents.

Art. 5. - Le présent arrêté prend fin au 30 juin 2012.

Art. 6.- Le Conseil communal est chargé de l'exécution du présent arrêté. »

Développement écrit

Certes, le principe de l'équilibre budgétaire est ancré dans la loi sur les communes en son art. 42. Mais l'art. 58 al. 2 de cette même loi tempère quelque peu la règle puisqu'il précise: « En principe, le budget de fonctionnement doit être équilibré », tempérament que le règlement sur les finances et la comptabilité des communes (RFC) reprend en stipulant en son art. 4 que « Le compte de fonctionnement doit être équilibré à moyen terme. » En fait, la seule limite véritablement posée pour l'établissement du budget consiste dans le fait que le déficit ne peut être supérieur à la fortune nette.

Dès lors, l'intention d'exiger un budget équilibré pour les années à venir n'est pas saugrenue en regard des dispositions précitées. Bien au contraire, cette intention traduit la volonté d'une rigueur plus marquée.

En outre, ce serait se donner un instrument de maîtrise des finances communales puisque l'équilibre budgétaire devrait alors être atteint en tenant compte des variations parfois incontournables de charges auxquelles la commune doit faire face sans en avoir le contrôle, l'obligeant ainsi à redéfinir certaines priorités ou certaines tâches en sachant qu'elle ne dispose pas de moyens supplémentaires.

C'est dans ce sens qu'il s'impose également de flanquer cette obligation d'équilibre budgétaire de la contrainte de redéfinir les missions des services de l'administration communale et prendre des mesures structurelles. Ce sont en effet les béquilles nécessaires à assurer cet équilibre.

Il convient encore de préciser que, comme tout mécanisme de restriction de la gestion financière, une majorité qualifiée des deux tiers serait requise soit pour admettre, à titre tout à fait exceptionnel, un budget déficitaire ou pour abroger l'arrêté avant son terme. Dès lors que la mise en place d'un tel instrument résulte d'un consensus qui va au-delà des simples majorités politiques, il est logique que toute dérogation ou abrogation réponde à une même exigence de consensus.

L'urgence demandée a été retirée par ses auteurs le 14 janvier 2008.

Discussion

07-404

Proposition des groupes popvertssol et socialiste par Mmes et MM. Nicolas de Pury, Sandra Barbetti Buchs, Sébastien Bourquin, Bernard Junod, Jocelyn Fragnière, François Konrad, Pascal Helle, Laurence Gauchat, Daniel Hofer, Yves Carraux, Olivier Arni, Cristina Tasco et Anne-Dominique Reinhard, au sens de l'article 32 du Règlement général, visant à la modification du Règlement général de la Commune de Neuchâtel du 17 mai 1972 par l'introduction d'un article 160 (nouveau) Fortune nette et coefficient fiscal (Déposée le 3 décembre 2007) (Le renvoi en commission financière a été voté le 4 février 2008).

« Projet

Arrêté
modifiant le Règlement général
de la Commune de Neuchâtel, du 17 mai 1972,
par l'introduction de l'article 160
(Du ...)

Le Conseil général de la Ville de Neuchâtel,
Sur proposition de plusieurs de ses membres,

arrête:

Article premier.- Le chapitre IV, Dispositions financières, du Règlement général de la Commune de Neuchâtel, du 17 mai 1972, est complété comme suit:

Art. 160 (nouveau) – Titre: Fortune nette et coefficient fiscal

- ¹ Le coefficient fiscal ne peut être réduit tant que le montant de la fortune nette de la Ville est inférieur à l'équivalent de la moitié des recettes fiscales annuelles.
- ² La moitié des recettes fiscales annuelles est déterminée sur la moyenne des cinq derniers exercices comptables.

Art. 2. - Le Conseil communal est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entre en vigueur immédiatement. »

Développement

Il nous paraît important que la fortune nette dépasse un certain seuil afin de pouvoir faire face aux fortes amplitudes des recettes fiscales des personnes morales. Cela nous éviterait de prendre des mesures urgentes, et surtout dommageables, que cela soit sur le plan des missions qui nous sont confiées ou sur des mesures salariales à l'égard du personnel communal.

Le Service des communes nous impose une réserve, surtout si l'on doit présenter un budget déficitaire. Cette règle comptable exige que le montant de la fortune nette doive pouvoir couvrir tout budget déficitaire.

Selon le Service des communes, l'état de la fortune nette devrait représenter au moins l'équivalent d'une année de rentrées fiscales, ce qui représente pour la Ville un montant d'environ 130 millions.

Cette mesure « idéale » est difficile à concrétiser aujourd'hui. Néanmoins, il est tout à fait judicieux d'essayer de se prémunir contre une conjoncture défavorable et de prévoir une fortune nette représentant au moins la moitié des recettes fiscales actuelles, soit environ 65 millions.

Actuellement, les amplitudes des recettes fiscales des personnes morales d'une année à l'autre, peuvent représenter des écarts maximaux de quelque 20 millions.

La réserve que nous prévoyons permettrait d'éviter de naviguer à vue en cas de difficulté budgétaire. Nous avons tous pu constater ces dernières années l'amplitude inquiétante des rentrées fiscales des personnes morales. Cette amplitude est aggravée par des diminutions du coefficient fiscal peu réfléchies.

En appliquant dorénavant cette règle, nous maintiendrons un minimum de fortune nette. Cela représenterait, selon les rentrées fiscales actuelles, une réserve de trois ans en cas de conjoncture fortement défavorable.

C'est bien dans cet état d'esprit que nous voyons la chose, et non celui de permettre d'établir un futur budget fortement déficitaire qui serait lié à l'augmentation de notre fortune nette.

Discussion

07-505

Postulat du groupe UDC, par Mmes et MM. Frédéric Guyot, Steven Bill, Maria Angela Guyot, Anne-Frédérique Grandchamp et Marc-André Bugnon demandant l'étude de l'introduction d'un arrêté sur le frein à l'endettement et au respect de normes budgétaires pour l'établissement des budgets communaux, de la Commune de Neuchâtel (Déposé le 3 décembre 2007) **(Le renvoi en commission financière a été voté le 4 février 2008).**

« Lors de la discussion du budget 2008, le groupe UDC a évoqué le besoin pour la Ville de Neuchâtel de se doter d'un instrument permettant de respecter certaines lignes budgétaires, afin de mieux tenir compte de la fluctuation des recettes, garantissant une meilleure gestion budgétaire du ménage communal.

A l'instar de ce qui a prévalu sur le plan cantonal depuis 2005, le groupe UDC demande au Conseil communal d'étudier toutes les voies et moyens de parvenir à se doter d'un outil législatif, contraignant pour parvenir à présenter des budgets qui garantissent des niveaux acceptables de dépenses, respectivement des déficits prévisibles et maîtrisés. »

Développement

Le groupe UDC renonce, pour le moment, à présenter un projet de proposition plus ou moins aboutie, à mesure, que, pour elle, les personnes les plus au fait des pondérations à prendre en compte pour l'élaboration de ce projet, restent le Conseil communal.

Le frein à l'endettement est le seul outil contraignant pouvant permettre de tendre vers l'équilibre des dépenses et une saine gestion des deniers publics.

Dans un contexte d'économies à trouver, en ville de Neuchâtel, le groupe UDC demande au Conseil communal de mettre en œuvre cette option législative et le prie de nous présenter un rapport dans les délais légaux en la matière.

Discussion

08-613

Interpellation des groupes ULR, UDC et Popvertssol, par MM. Blaise Péquignot, Steven Bill et Nicolas de Pury, concernant "l'avenue des Alpes et la sécurité des piétons en particulier" (Déposée le 15 septembre 2008):

« Le 26 juin 2008, un enfant de deux ans a été héliporté à l'Hôpital de l'Isle à Berne après avoir été, sur l'avenue des Alpes, renversé par une voiture.

A-t-on aujourd'hui le droit de se contenter de considérer ce grave accident de la route comme étant le simple fait de la totalité ? Non, car ce drame ne fait que s'ajouter à la liste des accidents qui, ces dernières années, sont survenus sur cet axe majeur du réseau routier de la ville de Neuchâtel ; axe, qui au demeurant, a déjà fait plusieurs victimes dont au moins deux enfants dont un est malheureusement décédé.

Dès lors que les autorités de la Ville de Neuchâtel ont décidé d'entreprendre des démarches en vue de sécuriser et modérer le trafic dans les quartiers, là où le taux d'accidents est le plus bas, les interpellateurs demandent au Conseil communal s'il entend :

1. Faire établir, par une instance compétente et indépendante, par ex. le Bureau suisse de prévention des accidents (BPA), **un audit de sécurité routière** de l'avenue des Alpes, cela à l'appui, d'une part de la présente interpellation et des pièces qui lui sont rattachées, d'autre part d'une illustration appropriée de la statistique des accidents survenus sur cet axe entre 1993 (année de l'ouverture de la N5 sous Neuchâtel et du changement de fonction de l'avenue des Alpes qui est devenue l'artère de liaison entre la jonction de Vauseyon et les hauts de la Ville) et août 2008.
2. Joindre l'intégralité de l'audit précité à la réponse écrite que le Conseil communal entend donner à la présente interpellation, réponse qui précisera en termes parfaitement clairs (où, quoi, quand) les mesures qui seront prises pour pallier, non seulement aux déficits de sécurité routière, mais aussi aux non conformités qui caractérisent l'aménagement actuel de l'avenue des Alpes.

Par la même occasion, le Conseil communal est prié d'indiquer :

- a. Les raisons pour lesquelles des mesures plus conséquentes de sécurisation et de modération de la vitesse du trafic ont, il y a quelques années, été réalisées en particulier dans la partie inférieure de l'avenue des Alpes, entre le carrefour Alpes/Parcs et Alpes/Brévards, alors que d'autres parties de l'avenue présentent depuis longtemps des déficits de sécurité manifestes.

- b. Les critères qui ont prévalu dans le choix de sécuriser, par des mesures d'aménagement, certains accès piétons privés débouchant directement sur l'avenue des Alpes, par ex. av. des Alpes 3/5, 11, 15, 95, alors que ce même axe dénombre pas loin de 15 autres accès non moins dangereux et parmi lesquels il y a au moins 2 accès qui sont en lien direct avec de graves accidents de la route (av. des Alpes 59 et 67).
- c. Les raisons pour lesquelles la quasi-totalité des passages pour piétons disposés sur les carrefours et l'axe de l'avenue des Alpes ne sont pas dotés d'un éclairage spécifique malgré l'existence de directives et normes reconnues d'équipement et ayant force obligatoire.
- d. Les raisons pour lesquelles une multitude de trottoirs ne sont pas abaissés au droit de passage pour piétons, alors qu'un article constitutionnel, une loi et une ordonnance d'application (LHand), des directives et normes ayant également force obligatoire imposent clairement les dispositions à respecter, un assainissement boiteux comme celui récemment mis en œuvre du côté de l'Orangerie/Fbg de l'Hôpital ne pouvant pas servir de bon exemple.
- e. La logique voulant que certains passages pour piétons soient dotés d'une signalisation (panneaux bleus), alors que d'autres ne le sont pas du tout.
- f. Les raisons pour lesquelles le marquage des passages pour piétons se trouve presque systématiquement dans un état tellement dégradé que l'on arrive à présupposer que la Ville de Neuchâtel n'est même plus en mesure d'assurer ses obligations d'entretien et, a contrario, que le rafraîchissement du marquage des places de parc en zone bleue prime sur celui des passages pour piétons.
- g. Les possibilités d'assainissement afin de respecter les exigences de l'OPB.
- h. Les possibilités de modérer, dans les normes légales, la vitesse des usagers de la route.
- i. Les possibilités d'intégrer les piétons dans un véritable concept de cheminement piétonnier.

Développement écrit

Bien que ces dernières années des mesures aient été prises ici et là au gré de priorités et critères méconnus du grand public, il n'en demeure pas moins que les démarches entreprises sont non seulement insuffisantes, mais également empreintes de (trop) nombreuses entorses aux règles de l'art, ce qui n'est pas tolérable. Cela est d'autant plus grave que là où des accidents graves sont survenus (par ex. accès piétons de l'av. des Alpes 59 – un enfant décédé, accès piétons de l'av. des Alpes 67 – un enfant grièvement blessé), l'exécutif communal n'a, envers le législatif et la population, manifesté ou communiqué aucune intention par rapport à une stratégie d'assainissement d'une situation qu'elle sait pourtant être dangereuse.

En effet, dans un courrier du 21 décembre 2007 que M. Antoine Grandjean, ancien directeur de la police, a adressé à des riverains demandant des améliorations des conditions de sécurité routière sur la partie médiane de l'avenue des Alpes, il est notamment précisé que « *dans la mesure de ses capacités, le Corps de Police tentera d'augmenter le nombre de contrôles sur cet axe durant l'année 2008,, principalement aux heures de passage des enfants sur cette avenue. Cette avenue est effectivement fortement utilisée comme axe, de desserte de tous les quartiers nord de la ville de Neuchâtel* ».

Par cette déclaration, l'exécutif communal confirme que l'avenue des Alpes est un axe dangereux puisqu'il entend multiplier les contrôles de police. Il ne se donne cependant même pas la peine d'analyser globalement les conditions de sécurité routière prévalant sur cet axe fortement fréquenté et encore moins de trouver des solutions allant au-delà de contrôles de police.

Les annexes 1 et 2 à la présente interpellation recensent un ensemble non exhaustif de déficits de sécurité routière, ainsi qu'une multitude de non-conformités par rapport aux standards d'aménagement d'un axe routier de pareille importance. Du point de vue des usagers de la route les plus vulnérables, en l'occurrence les piétons avec, en particulier, les enfants, les personnes âgées et les personnes à mobilité réduite, l'examen de ces deux annexes a de quoi véritablement inquiéter, pas juste quelques riverains, mais l'ensemble des quelque 680 habitants résidant dans le périmètre situé en amont de l'avenue des Alpes. Tous les services, écoles et transports publics y compris, se situent en aval de l'avenue des Alpes, ce qui en fait un axe qu'il faut systématiquement traverser, à moins de renoncer à la marche à pied au profit du recours à la voiture. A cela s'ajoute le fait que l'avenue des Alpes est, depuis l'ouverture en 1993 de la N5 sous Neuchâtel et les développements urbains intervenus dans les hauts de la ville, devenue un axe routier de première importance qui, de fait, remplit aujourd'hui les fonctions d'une route principale, même si l'avenue des Alpes comporte le statut d'une route communale.

En effet, il ressort de nos recherches que le trafic empruntant l'avenue des Alpes était, en moyenne des jours ouvrables de l'an 2001, de l'ordre de 7'400 à 7'900 véhicules. A titre comparatif, un tel trafic est bien supérieur à celui qui circule sur des axes tels que les rues :

- des Parcs (6'300 véhicules/jour ouvrable) ;
- des Sablons (4'900 véhicules/jour ouvrable) ;
- des Saars (4'200 véhicules/jour ouvrable) ;
- de l'Evole (3'700 véhicules/jour ouvrable).

A cela s'ajoute le fait qu'une part toujours plus importante de camions circule sur l'avenue des Alpes, notamment le matin entre 06h30 et 08h00 en raison d'un fort trafic de livraison avec en particulier la valse quotidienne des camions se rendant aux carrières de la Cernia. De telles charges de trafic ne sont clairement plus celles qu'une rue de quartier est à même de supporter, tout comme elles indiquent que les exigences fixées dans l'Ordonnance sur la protection contre le bruit (OPB) ne sont de loin pas respectées.

Au-delà de ces aspects, il apparaît que l'avenue des Alpes sert également d'itinéraire de déviation du trafic H20 de et vers La Chaux-de-Fonds à chaque fois que l'autoroute H20 doit, au niveau des Gorges du Seyon, être fermée pour diverses raisons. Aussi, il est absolument anormal que le trafic H20 devant être dévié soit reporté en pleine ville, étant notamment entendu que l'entier de l'avenue des Alpes traverse un quartier d'habitation. Cet axe routier étant propriété communale, il appartient dès lors à la Ville de Neuchâtel de tout mettre en œuvre pour imposer au Canton (bientôt à la Confédération si la H20 devait devenir route nationale) une limitation du nombre et de la durée des déviations. Dans ce contexte, on peut légitimement se poser la question de savoir pourquoi l'exécutif communal n'a rien entrepris pour que le Canton dévie le trafic circulant sur son réseau routier cantonal sur d'autres routes de son propre réseau. De même, l'exécutif communal ne saurait prétexter que, vu sa fonction routière, l'avenue des Alpes ne peut pas, compte tenu des espaces à disposition, faire l'objet de mesures d'assainissement destinées à garantir durablement la sécurité de toutes les catégories d'usagers de la route.

Aussi, dans la perspective notamment des développements en cours/attendus dans les hauts de la ville, par ex. poursuite de l'urbanisation du quartier de Pierre-à-Bot, réhabilitation du site de l'ancien hôpital des Cadolles, il y a lieu de présumer que le trafic motorisé empruntant l'avenue des Alpes va encore augmenter et que les conditions actuelles de sécurité routière de cet axe vont continuer à se dégrader si rien ne devait être entrepris.

S'agissant des multiples non conformités relevées ainsi que des nombreux déficits de sécurité routière constatés (voir les annexes 1 et 2 à la présente interpellation), il est essentiel de rappeler que le propriétaire/exploitant d'une route comme l'avenue des Alpes est tenu au respect et à l'application des dispositions de conception et de réalisation contenues, non seulement dans la loi, mais aussi dans les directives et normes. A ce titre, et vu notamment le triste état des passages pour piétons situés à l'avenue des Alpes (et ailleurs en ville aussi), les interpellateurs tiennent à rappeler à l'exécutif communal que la norme SN 640'241 « Circulation piétonne – Passages pour piétons » a valeur d'instruction du DETEC et qu'elle a par conséquent force de loi, également en ville de Neuchâtel ! Cette norme précise, entre autres, que « *les passages pour piétons ne sont pas à considérer comme un simple marquage au sol, mais doivent être appréhendés comme des ouvrages à planifier, à projeter et à réaliser en tenant compte des influences liées à l'exploitation, à l'équipement lui-même et à son entourage* ». Il en va d'ailleurs de même pour ce qui est de l'éclairage des passages pour piétons. Là, les interpellateurs rappellent que tout un ensemble de nouvelles normes sont entrées en vigueur en 2004 (norme SN-TR 13201).

« Rapport technique Eclairage public – Partie 1 » ; normes associées SN-EN 13201-2 à -4 « Eclairage public – Parties 2 à 4 » ; directive SLG 202 « Eclairage public : Eclairage des routes – Compléments aux normes SN-TR 13201-1 et SN-EN 13201-2 à -4 »). Ces normes ont également force contraignante que le tribunal fédéral a, au demeurant, confirmée.

En conclusion, si le Conseil communal peut postuler, par ex. la nécessité de réaliser, en 2015-18 une imposante passerelle pour piétons et cyclistes enjambant la cuvette de Vauseyon, entre les rues des Poudrières et des Parcs, cela pour un montant présumé de un million de francs (voir projet d'agglomération RUN – Volet mobilité douce ; fiche 23-3 du rapport technique du 16 juin 2008), il ferait bien de réviser ses priorités en tenant notamment compte du fait qu'il a des obligations légales et bien plus basiques qui, dans l'intérêt général, priment clairement sur les grandes ambitions qui font toute la beauté des programmes politiques... »

08-615

Interpellation du groupe socialiste par MM. Claude Béguin, Matthieu Béguelin, Daniel Hofer, Raymond Maridor, Yves Carraux, Philippe Loup, Mme Sabrina Rinaldo Adam, M. Olivier Arni, Mmes Martine Docourt, Nathalie Wust, Hélène Perrin et Amina Benkais, intitulée « Conservatoire : pour que leur marche ne soit pas...funèbre ». (Déposée le 27 novembre 2008) :

"Le nouveau bâtiment du Conservatoire de musique et de la Haute Ecole de gestion, sur le plateau de la gare, sera inauguré au printemps 2009 et nous nous en réjouissons. Ainsi, dès l'an prochain, de nombreux jeunes élèves du Conservatoire seront appelés à rejoindre leur nouveau lieu d'étude, depuis la gare, en longeant le bâtiment de l'Office fédéral de la statistique (OFS).

Or, durant cette « balade » et en fonction de leur lieu de départ, nos enfants seront confrontés aux véhicules de livraison, à ceux des clients de la dépose-rapide des CFF et de la gare en général, des clients des commerces du quartier ainsi que du personnel et des usagers de l'OFS, du Conservatoire et de la HEG Arc.

Mais la liste ne s'arrête hélas pas là. En effet, le chantier du bâtiment TransEurope s'ouvrira sur le plateau de la gare, dès février 2009, et le bal des camions viendra perturber ce trajet.

Dans ces conditions, nous demandons expressément au Conseil communal de veiller à la sécurité des piétons et des cyclistes qui fréquenteront le site en installant une signalisation appropriée dans les alentours de la gare. Par exemple, le traçage au sol d'une bande de sécurité de couleur – évolutive en fonction de l'avancement du chantier – permettrait sans doute aux juniors, aux aînés et aux cyclistes d'identifier facilement le chemin le plus sûr. Ce marquage particulier ajouté à une signalisation plus classique présenterait aussi l'avantage d'indiquer à l'attention des conducteurs les zones sensibles de cohabitation entre piétons et véhicules. Ce marquage pourrait débuter au bas du Crêt-Taconnet, en haut de l'Avenue de la Gare et sur la rue des Fahys par exemple (niveau passerelle et passage sous-voies). L'adjonction de texte dans le marquage permettrait en outre de faire la promotion des

activités du Conservatoire de musique et de la Haute Ecole de gestion Arc.

Cette signalisation exceptionnelle pourrait disparaître au terme du chantier, le cheminement sécurisé des piétons et des cyclistes étant mieux assuré avec le projet TransEurope, lequel prévoit un chemin séparé des voies de circulation.

Le Conseil communal est prié de s'approcher sans attendre du maître de l'ouvrage du bâtiment TransEurope afin que des mesures de sécurisation du site soient étudiées puis mises en place en commun".

Le texte de l'interpellation est considéré comme développement écrit. (Le Conseil communal a remis une réponse écrite en date du 16 février 2009).

09-501

Postulat de Mme Dorothee Ecklin et consorts, "pour une stratégie de la politique culturelle" (Déposé le 12 janvier 2009):

« Le Conseil communal est invité à présenter un rapport sur la politique culturelle de la Ville, comportant un état des lieux et des perspectives d'avenir, ainsi que les moyens utiles à ses ambitions ».

Développement écrit

La politique culturelle de la Ville de Neuchâtel repose sur un rapport qui date d'une dizaine d'années. Sans vouloir absolument remettre en question cette base, nous souhaiterions aujourd'hui pouvoir examiner les principes et les objectifs alors définis à la lumière des évolutions qu'auront connues entre-temps la société et ses institutions. Que ce soit Expo.02, le RUN et le Transrun ou encore la mondialisation et sa crise financière, le prochain millénaire de notre cité, il est des événements et des tendances qui pourraient nous motiver à débattre aujourd'hui du rôle de la culture et de l'art dans et pour notre ville et à esquisser une stratégie politique intelligente et ambitieuse qui sache soutenir aussi bien un chœur amateur de village qu'un théâtre à vocation urbaine et régionale.

Afin d'alimenter ce débat, le rapport du Conseil communal devra nous exposer les éléments essentiels qui fondent sa politique culturelle actuelle, nous rappeler les événements qui ont depuis lors marqué la vie culturelle de notre ville et nous présenter un état des lieux quantitatif et qualitatif de l'engagement (financier ou autre) de la ville en faveur de la culture et des arts. Ce tableau rétrospectif sera complété par une vision prospective pour les dix à quinze prochaines années, en considération notamment du cadre défini par le RUN et la COMUL. L'élaboration de cette stratégie devra s'inscrire dans un processus participatif qui implique les acteurs culturels et les acteurs politiques. Il s'agit moins de nous soumettre pour information des objectifs définitifs que d'ouvrir des perspectives possibles et de nous offrir l'occasion d'en débattre dans un esprit constructif.

En tant que centre urbain et chef-lieu du canton, il est important que notre ville se dote d'une stratégie claire et ambitieuse en matière culturelle et artistique, qui profite non seulement à ses habitants mais également à toute l'agglomération du littoral, au canton et à la région des Trois-Lacs, et qu'elle se donne les moyens de la réaliser.

Discussion

09-301

Motion du groupe socialiste par MM. et Mmes Matthieu Béguelin, Daniel Hofer, Raymond Maridor, Héléne Perrin, Olivier Arni, Claude Béguin, Jonathan Gretilat, Sabrina Rinaldo Adam, Philippe Loup, Cristina Tasco et Martine Docourt, intitulée « pour un noctambus inter-villes » (Déposée le 29 janvier 2009) :

"Nous demandons au Conseil Communal d'étudier la faisabilité et le coût, en concertation avec les autres villes du canton et par le biais des TRN, de l'introduction d'une liaison dite de « Noctambus » les vendredis et samedis soirs, ainsi que les jours de grandes manifestations (Fête des Vendanges, Braderie, Promotions, Plage des Six-Pompes, NIFFF, Festi'Neuch,...) reliant Neuchâtel à La Chaux-de-Fonds et au Locle.

Ces « Noctambus » auraient ainsi pour but de palier l'absence de trafic ferroviaire reliant les villes du canton entre minuit et 5 heures du matin, avec, par exemple, l'introduction d'un trajet par heure entre 2heures et 4heures du matin, et dans l'attente de la mise en service du Transrun".

Développement écrit

Le réseau des trois Villes ne s'arrête pas à la nuit tombée. Le rapprochement de nos cités passe également par celui de leurs vies nocturnes, de même que lors de leurs festivités, évènements culturels ou manifestations sportives.

Qui plus est, une ligne de « Noctambus » inter-villes constitue une excellente alternative à l'usage de la voiture, faisant à la fois œuvre de prévention routière et de développement durable.

Enfin, cette offre s'adressant principalement aux jeunes, nous verrions d'un bon œil que le Conseil communal associe le Parlement des jeunes à son étude.

Discussion**09-401**

Proposition du groupe popvertssol, par Mme Catherine Loetscher Schneider et consorts, concernant le ramassage des déchets verts (Déposée le 13 février 2009):

«Projet

**Arrêté
concernant le ramassage des déchets verts
(Du ...)**

Le Conseil général de la Ville de Neuchâtel,

Sur proposition de plusieurs de ses membres,

arrête:

Article premier.- La mesure prévoyant de ne plus ramasser le compost qui est actuellement récolté dans de petits récipients (petits seaux verts, sachets compostables, etc) est annulée.

Art. 2.- La population est incitée à composter elle-même, ou sinon à utiliser des grands conteneurs.

Art. 3.- Le Conseil communal est chargé de l'exécution du présent arrêté après expiration du délai référendaire. »

Développement écrit

Notre groupe se désolé d'apprendre que la voirie prévoit de ne plus ramasser, dès l'été 2009, les déchets verts qui ne seront pas déposés dans un conteneur de grande taille, au minimum 60l.

Les déchets verts constituent près du tiers de nos poubelles. Ils contiennent beaucoup d'eau, et brûlent donc très mal. Lorsqu'ils sont mis à part, ils peuvent être transformés en compost, c'est-à-dire en terre fertile. Pour notre groupe, c'est une aberration de mettre les gens qui compostent actuellement dans l'obligation de jeter leurs déchets verts à la poubelle faute d'avoir un grand conteneur à disposition.

Cette mesure va toucher un nombre important de personnes qui ont à coeur de privilégier des solutions écologiques pour les déchets verts, mais qui ne peuvent pas composter chez elles, ni mettre ces déchets dans des grands conteneurs, et ce pour diverses raisons. Il y a par exemple les immeubles locatifs où le propriétaire, ou le concierge, ou des voisins, s'opposent à ces conteneurs, notamment parce qu'il y a des rampes d'escaliers à monter et à descendre (et cela concerne beaucoup de maisons à Neuchâtel). Il y a aussi les immeubles qui n'ont pas de place pour les stocker (par exemple au centre ville). Il y a encore les immeubles où personne ne pourra laver ces grands conteneurs, et dont les propriétaires et/ou locataires, veulent, s'ils ont un tel conteneur, le maintenir propre.

Pour toutes ces raisons, que nous avons étayées par une enquête menée auprès de nos membres et dont nous avons remis le résultat au Conseil communal, il nous paraît tout à fait inopportun de modifier le ramassage des déchets verts.

La mesure consistant à supprimer la possibilité de laisser ses déchets organiques dans des petits conteneurs ne satisfait donc pas notre groupe et nous souhaitons son annulation.

Mais par ailleurs nous soutenons sans réserve la volonté du Conseil communal d'augmenter la quantité de déchets verts ramassés, notamment par la mise à disposition gratuite de grands conteneurs, et nous nous réjouissons d'apprendre les autres mesures incitatives qui vont être mises sur pied pour encourager la population à composter.

Toutes les mesures prises en faveur du compostage sont à situer également dans l'attente de l'introduction de la taxe au sac, et nous sommes persuadés qu'il est très important de développer le compostage afin de diminuer l'ampleur de nos déchets incinérés. Nous voulons aussi dire qu'il nous paraît très pertinent de faire cette démarche rapidement, afin que les gens puissent être conscients du fait qu'il faut véritablement trier ses déchets verts, et pour qu'ils n'utilisent pas les conteneurs à compost comme de vastes poubelles gratuites. Dans ce sens notre groupe est prêt à appuyer toutes les démarches de Conseil communal favorisant cette prise de conscience.

Discussion

Neuchâtel, le 16 février 2009

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL :

Le président,

Le chancelier,

Pascal Sandoz

Rémy Voirol